



Le gouvernement turc doit renoncer à la confrontation et libérer les syndicalistes détenus

Geplaatst op woensdag 05 juni 2013 | 

 SHARE

5 juin 2013 : Le gouvernement turc, qui essuie une vague de protestations publiques appuyées depuis la répression par les forces de l'ordre du rassemblement du Premier mai sur la place Taksim d'Istanbul doit renoncer à la confrontation contre son propre peuple et relâcher les syndicalistes incarcérés, d'après la CSI et ses partenaires du groupement Global Unions.

« Les mesures antisyndicales du gouvernement turc font désormais place à une confrontation ouverte avec les citoyens qui demandent simplement que le gouvernement les écoute et cesse de museler l'opposition légitime. Le Premier ministre Erdogan doit ordonner la libération des nombreux syndicalistes, journalistes et autres personnes que le gouvernement maintient sous les verrous sans motif valable et s'ouvrir au dialogue », a déclaré la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow.

Les centrales syndicales nationales KESK et DISK ont lancé un mot d'ordre de grève nationale en réponse à la répression du gouvernement. Des procédures sont en instance depuis juin 2012 contre 72 membres de la KESK accusés selon des chefs fabriqués de toutes pièces en vertu des lois anti-terrorisme.

La centrale syndicale DISK a rallié une campagne mondiale de la CSI demandant la libération des prisonniers et l'abrogation de toutes mesures interdisant les assemblées et les rassemblements.

À lire, l'éditorial signé Kivanç Eliaçik (DISK), paru dans Equal Times